



Ensemble dans l'exigence

Pièce n°0

**DECLARATION
du
CANDIDAT**

(articles 43 à 47 et 53 du Code des marchés publics)

**En cas de groupement ou de sous-traitance, chaque co-traitant et chaque sous-traitant
devra remplir un exemplaire de cette déclaration**

OBJET DE LA CONSULTATION :*

.....
.....
.....
.....

** mentionner le(s) lot(s) s'il s'agit d'un marché alloti*

Important !

⇒ **Ce formulaire interne au SDEA est facultatif, néanmoins, il vous dispense de faire appel à d'autres formulaires pour justifier de certaines informations concernant votre candidature (exemple : DC4, DC5,)**

I – Situation juridique et financière de l'entreprise candidate



Nom ou dénomination et adresse de l'entreprise :

.....
.....
.....



Forme juridique de l'entreprise (S.A, S.A.R.L,...) :

.....
.....
.....



Date de constitution de l'entreprise :

.....
.....
.....



SIREN, numéro :

.....
.....
.....



Registre du commerce, numéro et ville d'enregistrement :

.....
.....
.....



Code APE ou NAF :

.....
.....
.....



TVA intracommunautaire :

.....
.....
.....



Répertoire des métiers, numéro et ville d'enregistrement :

.....
.....
.....



Personne(s) ayant pouvoir d'engager l'entreprise (nom, qualité + signature) :

.....
.....
.....

☞ **Chiffre d'affaires hors taxes des trois dernières années ou des trois derniers exercices clos**

	Exercice du au		Exercice du au		Exercice du au	
	CA global	CA relatif aux prestation s objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestation s objet de la procédure	CA global	CA relatif aux prestation s objet de la procédure
Vente de marchandises :		%		%		%
Production vendue : ----Biens		%		%		%
----Services		%		%		%
TOTAL :		%		%		%

☞ **Le candidat fait-il l'objet d'une procédure de redressement judiciaire ou d'une procédure étrangère équivalente?**

non oui (Dans l'affirmative, produire la copie du jugement correspondant - accompagné d'une traduction certifiée si le candidat n'est pas établi en France)

☞ **Capital social (le cas échéant) :**

.....

II – Capacités professionnelles et techniques de l'entreprise

(compléter les rubriques ci-dessous et/ou joindre les documents confirmant et détaillant ces informations)

☞ Moyens en personnel de l'entreprise :

.....
.....
.....
.....
.....

☞ Moyens matériels de l'entreprise :

.....
.....
.....
.....

☞ Références récentes pour prestations équivalentes sur les 5 années écoulées pour les travaux (ou titres d'études et/ ou expérience professionnelle des responsables en cas d'entreprise nouvellement créée). :

.....
.....
.....
.....

☞ Qualifications (joindre le certificat professionnel de l'entreprise adapté à la prestation objet du marché) ou équivalent et certificats chargés du contrôle qualité, le cas échéant :

.....
.....
.....
.....
.....

☞ L'entreprise possède-t-elle une certification ISO ?

non oui Si oui, préciser laquelle :

III – Déclarations et attestations sur l’honneur

Je déclare et atteste sur l’honneur, conformément aux articles 43 et suivants du Code des Marchés Publics,

a) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans, d’une condamnation définitive pour l’une des infractions prévues par les articles suivants du **code pénal** : les articles 222-38, 222-40, 313-1 à 313-3, 314-1 à 314-3, 324-1 à 324-6, 421-2-1, le deuxième alinéa de l’article 421-5, l’article 433-1, le deuxième alinéa de l’article 434-9, les articles 435-2, 441-1 à 441-7, les premier et deuxième alinéas de l’article 441-8, l’article 441-9 et l’article 450-1 ;

b) ne pas avoir fait l’objet, depuis moins de cinq ans d’une condamnation définitive pour l’infraction prévue par l’article 1741 du **code général des impôts** ;

c) ne pas avoir fait l’objet au cours des cinq dernières années, d’une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L. 8221-1 à L. 8221-2, L. 8221-3 à L. 8221-5, L. 8221-8 à L. 8251-1, L. 8231-1 et L. 8241-1 à L. 8241-2 du **code du travail** ;

d) ne pas être en état de liquidation judiciaire au sens de l’article L. 620-1 du **code de commerce** ;

e) ne pas être déclaré en état de faillite personnelle, au sens de l’article L. 625-2 du **code de commerce**, ou d’une procédure équivalente régie par un droit étranger ;

f) ne pas être admis au redressement judiciaire, au sens de l’article L. 620-1 du **code de commerce**, ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d’une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d’exécution du marché ;

g) avoir, au 31 décembre de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, souscrit les déclarations incombant en matière fiscale et sociale ou acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date, au sens de l’article 43 du **code des marchés publics** ou s’être acquitté spontanément de ces impôts et cotisations avant la date du lancement de la présente consultation ou d’avoir constitué spontanément avant cette date des garanties jugées suffisante par le comptable ou l’organisme chargé du recouvrement ;

h) être en règle, au cours de l’année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L.5212-2, L5212-3, L5212-4 et, L.5214-1, L5212-9, L5212-10, L5212-11, R5213-39 ou L.5212-5, du **code du travail** concernant l’emploi des travailleurs handicapés.

Nom et qualité du signataire :

Signature et cachet de l’entreprise